

Grève et manifestation de la fonction publique du 26 janvier 2016

Les organisations syndicales CGT, FO et SOLIDAIRES de la Fonction publique ont appelé à la grève le 26 janvier pour un service public de qualité et une nette augmentation du pouvoir d'achat. Les organisations syndicales de l'enseignement supérieur et de la recherche, FercSup CGT, SNTRS CGT, CGT INRA, UN CGT CROUS, SNPREEES-FO, SupAutonome-FO, SUD Education, SUD Recherche EPST, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, se sont jointes à cet appel.

Selon la CGT, ce sont même «130 à 150.000 manifestants» qui se sont mobilisés à travers l'Hexagone ce mardi, ce qui en ferait la plus grosse mobilisation de fonctionnaires depuis l'élection de François Hollande.

RS IDF y a tenu une table et 6 d'entre nous ont tracté. Bien sûr nous sommes conscients que le salaire des fonctionnaires est devenu insuffisant pour vivre et que leurs conditions de travail se sont dégradées à un niveau insupportable, mais nous regrettons que leurs revendications soient principalement défensives.

Par exemple le SNCS-FSU (enseignement supérieur et recherche) avait appelé à la grève avec le mot d'ordre «ni RIFSEEP, ni statu quo ! » (RIFSEEP = régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) ; en bref, contre les augmentations de salaire à la tête du fonctionnaire, en utilisant exclusivement des primes personnalisées, parfois très importantes (10% du salaire annuel) et souvent arbitraires, et contre le refus de toute augmentation générale des salaires (à travers le point d'indice). En arrière-plan il y avait bien sûr la défense du service public, si malmené par les coupes budgétaires et la mise en œuvre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques). Celle-ci vise en effet à introduire dans la fonction publique des méthodes managériales inspirées de la grande industrie, dans le but d'améliorer sa « rentabilité », c'est-à-dire diminuer ses «coûts ».

Ces revendications sont justes et en général bien comprises des fonctionnaires, le seul problème est qu'elles n'amènent pas - ou plus - de réaction massive.

Les pouvoirs successifs ont tellement réussi à diviser, individualiser, isoler, manager (on devrait dire « cornaquer ») les agents fonctionnaires que les réactions collectives en sont paralysées. Pour autant la plupart des syndicats savent bien que le travail, ainsi dénaturé et remis en question, est bien au centre du problème. Peut-être une des raisons de la faible combativité provient-elle de l'insuffisance de prise en compte par les syndicats – et les partis bien sûr- de l'ampleur des mécanismes de remise en cause du travail dans toutes ses dimensions. On sous-estime aussi probablement les possibilités de

« réveil » qu'une prise en compte de la question du travail a potentiellement en elle.

Sur le site Anti-K (<http://www.anti-k.org/2016/01/26/fonction-publique-pres-de-150-000-manifestants-selon-la-cgt/>) , le compte-rendu débute ainsi :

Philippe Martinez et Jean-Claude Mailly, dirigeants respectivement de la CGT et de FO, qui avec Solidaires ont appelé les 5,6 millions d'agents de la fonction publique à manifester, ont tous deux souligné qu'il s'agissait de lutter pour le pouvoir d'achat des salariés. La suite précise bien que «Mailly, a justifié cette journée d'action par deux motivations essentielles, «le problème du pouvoir d'achat des fonctionnaires et la nécessité d'avoir les moyens de faire correctement leur travail» ».

Or ce qui manque avant tout, c'est de la **reconnaissance**, à tous les niveaux et ceci jusqu'au plus haut niveau du gouvernement.

Le slogan «Augmenter les salaires, pas les actionnaires» relevé par le magazine sonne particulièrement juste du point de vue du réseau salariat. Pourtant il y a un long chemin à parcourir avant que les fonctionnaires et leurs représentants, dans leur majorité, puissent faire le lien entre le ressenti subi des conditions de travail et la revendication, si raisonnable, d'un salaire pour tous. Mais, peut-être, je me trompe !

Pierre D. et RS